

Texte : Guy Thewes

L'invention du patrimoine au Luxembourg

Comment les Luxembourgeois ont découvert leurs monuments historiques

Dès la Renaissance, les voyageurs de passage à Luxembourg étaient sensibles aux qualités architecturales de la ville. Dans sa *Description de tout le País Bas*, Lodovico Guicciardini (1522-1589) reconnaît que « la ville est bien assise, moult grande, & forte ». La première vue panoramique de la capitale du duché, éditée par Georg Braun et Frans Hogenberg en 1598, fait ressortir les principaux monuments : le couvent

du Saint-Esprit, le monastère des Franciscains, les églises Saint-Nicolas et Saint-Michel, quelques bâtiments civils tels l'Hôtel de Ville, le siège du Conseil provincial ou encore la maison du gouverneur. Une représentation séparée est consacrée à la « magnifique demeure » du comte Pierre-Ernest de Mansfeld, le château La Fontaine à Clausen.

Le Marché-aux-Herbes avec l'église Saint-Nicolas. Détail du panorama réalisé par Antoine Fontaine au Lëtzebuerg City Museum.

À partir du XVII^e siècle, des érudits locaux, certes rares, pétris d'humanisme, commencent à s'intéresser au passé romain du pays. Le père jésuite Alexandre Wiltheim (1604-1684) rassemble dans son manuscrit *Luciliburgensia Romana* de nombreux dessins de pierres sculptées voire de vestiges d'édifices de l'époque gallo-romaine. Plus de cent ans après, Pierre-Alexandre-Cyprien Merjai (1760-1822) parcourt en homme éclairé de la fin de l'Ancien Régime le pays de Luxembourg, visitant les anciens sanctuaires et notant ses observations dans des mémoires. Ses descriptions détaillées de monuments, dont beaucoup ont disparu aujourd'hui, continuent à rendre de grands services aux historiens.

Un monde qui disparaît

Cependant, le goût des antiquités de quelques-uns ne signifie pas pour autant que les vestiges du passé soient préservés. Trop peu nombreux étaient ceux qui voyaient autre chose que la valeur d'usage dans les édifices anciens. Si un bâtiment avait perdu son caractère utilitaire, il risquait la démolition. En 1770 disparaît l'ancien couvent du Saint-Esprit que les religieuses avaient quitté depuis longtemps. Les militaires n'avaient plus besoin du bâtiment en tant que caserne. En 1773, les édiles de la ville de Luxembourg proposent de détruire l'église Saint-Nicolas, considérée comme vétuste, et de transférer la paroisse dans l'église alors désaffectée des Jésuites. Les travaux de démolition commencent en 1778. Un monument du culte, vieux de plus de six siècles, est anéanti, laissant la place à un espace aéré au sein des remparts. Au même moment un autre joyau



architectural vit ses dernières heures. Le château de Mansfeld avait survécu à la mort de son créateur intervenue en 1604. Il avait traversé, bien que dégradé, les bombardements du siège de 1684. Mais entre 1776 et 1778, le receveur des domaines, Jean-Baptiste Leonardy, fait démolir l'ancienne tour d'habitation, l'orangerie et la maison des bains. Il comble les bassins et vend les statues qui restent dans le parc. Le château cède la place à une exploitation agricole. Les matériaux provenant de la démolition sont utilisés pour bâtir la maison du jardinier.

La période révolutionnaire va accélérer le mouvement de désaffectation et de destruction. Le régime français qui s'installe en 1795 procède à la vente des abbayes supprimées et des châteaux des nobles émigrés comme biens nationaux. Ainsi, l'ancienne abbatiale d'Echternach est vendue comme bien national et transformée en faïencerie. À Luxembourg, le couvent des Franciscains, le « Knuedler », sert d'abord de dépôt d'artillerie avant que Napoléon n'en fasse don à l'administration de la Ville. Celle-ci vend le mobilier d'église, démolit la chapelle funéraire de Mansfeld, installe une manufacture de tabac dans le cloître et utilise l'ancienne église conventuelle comme marché couvert. En 1827, le conseil municipal décide la construction d'un nouvel Hôtel de Ville. L'ancien couvent sert de carrière pendant le chantier qui s'étale jusqu'en 1838. Autre victime des bouleversements révolutionnaires : la chapelle Notre-

Dame au Glacis. Elle est d'abord profanée comme abattoir avant d'être abattue pour des raisons militaires.

L'émergence d'une conscience patrimoniale

La rapidité avec laquelle l'ancien monde féodal disparaît provoque chez certains une réaction contraire. Même dans le rang des révolutionnaires, des voix s'élèvent qui s'opposent au vandalisme et préconisent la sauvegarde des monuments faisant partie de l'histoire. En 1810, les autorités françaises lancent une enquête sur les monuments du département des Forêts. Les enquêteurs ciblent deux types de vestiges : les châteaux et les abbayes avec leurs tombeaux. Le retour des administrations subalternes est décevant. Le secrétaire général de la préfecture conclut qu'« il y a peu de pays aussi pauvres en faits historiques et en monuments d'art que celui de Luxembourg ». Pourtant un enseignant au collège de Luxembourg prend l'initiative de tirer de l'oubli des vestiges qui risquent d'être irrémédiablement détruits. Dominique Constantin München (1763-1818) est le premier à dresser une liste des châteaux luxembourgeois en 1814.

Plusieurs phénomènes vont contribuer à la lente maturation d'une conscience patrimoniale. À partir des années 1820, les premiers touristes commencent à sillonner les routes encore bien

cahoteuses du Grand-Duché. Les voyageurs – des Anglais, mais aussi des Belges, des Hollandais, des Français ou encore des Allemands – sont séduits par les ruines majestueuses particulièrement nombreuses dans les Ardennes. En 1844, un obscur auteur du nom de Chevalier L'Évêque de la Basse-Moûturie publie un *Itinéraire du Luxembourg germanique ou Voyage historique et pittoresque dans le Grand-Duché*, premier d'une longue série de guides de voyage. Déjà avant, en 1822, paraît à Bruxelles, le *Voyage pittoresque dans le Royaume des Pays-Bas* de Jobard et Madou, avec des vues lithographiées de châteaux et de sites du Luxembourg. Jean-Baptiste Fresez (1800-1867) complète quelques années plus tard cet inventaire par l'image des principales curiosités. L'essor du romantisme va changer le regard du « public cultivé » sur les vestiges de l'époque médiévale.

des sources. Avec l'approbation du roi grand-duc Guillaume II et encouragés par le gouvernement, plusieurs « hommes studieux et amateurs de l'histoire nationale » fondent en 1845 une « Société » pour « la recherche et la conservation des monuments historiques et archéologiques concernant le Grand-Duché de Luxembourg et le territoire de l'ancien Duché de Luxembourg ». En 1868, celle-ci devient la Section historique de l'Institut Grand-Ducal. Parmi les pionniers, on compte le magistrat François-Xavier Wurth-Paquet, les professeurs Antoine Namur et Joseph Paquet, l'abbé Mathias Manternach et le docteur Auguste Neyen. Les membres de la Société archéologique sont mus par le sens de l'urgence. Le directeur de l'Athénée se serait exclamé au son des cloches de l'église Saint-Pierre (la future cathédrale) : « Le dernier de nos monuments sonne aujourd'hui

Dessin de Jean-Baptiste Fresez représentant le monument funéraire de Pierre-Ernest de Mansfeld, transformé en fonte pour couler une cloche, 1848.



Ce qui auparavant était considéré comme des « vieilleries gothiques » devient « pittoresque », « sublime », voire « grandiose ».

L'évolution politique a aussi son impact sur les mentalités. La formation du jeune État luxembourgeois après 1839 favorise la prise de conscience d'un patrimoine « national ». Les notables, c.-à-d. les élites qui font tourner les rouages étatiques, commencent à s'intéresser à l'histoire du pays. Or pour écrire l'histoire, il faut d'abord rassembler

le glas funèbre pour tous les autres qui sont trépassés avant lui ». Ces cloches étaient issues de la fonte des statues en bronze ornant la tombe du comte de Mansfeld.

Les premières mesures de protection

À l'instar du mausolée de Mansfeld, trop d'édifices ont été vandalisés, trop de bibliothèques et de collections dilapidées. En 1851, le professeur Jean Engling (1801-1888) établit le premier in-

ventaire national qui sera publié sous le nom de *Statistique monumentale du Grand-Duché de Luxembourg* par la Société archéologique. La fonction du patrimoine dans la construction de l'identité nationale y apparaît clairement. « Toute l'histoire du pays est dans les monuments. [...] Un peuple qui se montre indifférent à la conservation de ses monuments historiques, doit ou ne pas encore posséder la conscience de sa nationalité, ou la perdre bientôt ». C'est ainsi qu'Engling justifie son entreprise.

L'épreuve du feu pour la Société (alors déjà Section historique) sera le démantèlement de la forteresse de Luxembourg à partir de 1867. Les membres s'émeuvent de l'envergure des travaux de démolition. En quelques années la ville avait perdu les murailles qui jadis forçaient l'admiration et le respect. La Section historique « croirait

manquer au but de sa mission patriotique » si elle n'intervenait auprès du gouvernement pour conserver certaines parties des fortifications. Le directeur général (ministre) des Travaux publics se laisse convaincre. Les deux tours de Vauban, les Trois Tours dans la montée du Pfaffenthal, les échauguettes espagnoles, les Trois Glands, la Tour Jacob ou encore le Stierchen échappent ainsi à la pioche des démolisseurs.

Après la recherche, l'inventorisation et la conservation des vestiges, se pose la question de leur restauration. Les monuments dont la dégradation avait soulevé le plus grand tollé furent le château de Vianden et l'église abbatiale d'Echternach. À partir de 1851, les premières restaurations ont lieu à Vianden sous la direction du lieutenant du génie hollandais Van Koenig. Le prince Henri finance le chantier. Puis, en 1861, l'Œuvre de Saint



Restes du Palais Mansfeld à Luxembourg, dessinés par Jean-Baptiste Madou, lithographie, 1825.

Guy Thewes

Docteur en histoire, Guy Thewes est directeur des 2 Musées de la Ville de Luxembourg et secrétaire de la Section historique de l'Institut Grand-Ducal. Ses publications portent sur l'histoire urbaine, sociale et militaire.

Willibrord (Willibrordus Bauverein) est fondée pour collecter des fonds pour le rétablissement de l'ancienne église d'Echternach. L'État n'inscrit des sommes pour la mise en valeur des monuments historiques dans son budget que depuis 1882. Cependant l'architecte de l'État Charles Arendt (1825-1910) devient le véritable restaurateur national. Pendant sa longue carrière, il a dirigé la restauration de plus d'une vingtaine de monuments historiques, outre la construction ou l'agrandissement de 82 églises et 130 bâtiments civils, souvent réalisés dans un style historiciste. En ville, sa principale réalisation fut la mise en valeur de la chapelle Saint-Quirin dans la vallée de la Pétrusse. S'il faut, Arendt procède à une « regothisation » pour obtenir une unité de style caractéristique. Comme pour Viollet-le-Duc, restaurer un édifice consiste pour lui à le rétablir dans un état idéal qui peut-être n'a jamais existé.

Bibliographie

- Diederich, Luc, La protection du patrimoine au Luxembourg. Histoire de la protection du patrimoine architectural au Luxembourg du début du 19^e siècle à nos jours, Lycée Technique du Centre, 2002 [mémoire non publié].
- Goedert, Joseph, De la Société archéologique à la Section historique de l'Institut grand-ducal : tendances, méthodes et résultats du travail historique de 1845 à 1895, Luxembourg, 1987.
- Koltz, Jean-Pierre, La « Dent creuse » et les « tours du Rham », dans Mélanges offerts à Joseph Goedert, Luxembourg, 1983, pp. 133-153.
- Lacaf, Roland, Le tourisme au Grand-Duché de Luxembourg. Histoire, politique et publicité touristique : des origines à 1952, Luxembourg, 1972.
- Weny, Simone, Éclairages sur la genèse d'un patrimoine national au Luxembourg par l'analyse axiologique d'inventaires, dans Drouin, Martin et Richard-Bazire, Anne (s. la dir.), La sélection patrimoniale, Québec, 2011, pp. 119-139.



© Lëtzebuerg City Museum, Inv. N° 1990.116

La chapelle Saint-Quirin avant la restauration par Charles Arendt, dessin d'André Burnier, 1858.